

GAUCHEBDO

SUCCESSION DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 16 • 17 AVRIL 2020 • CHF 3.-

**Un appel pour évacuer
les camps de réfugiés
en Grèce**

page 2



**La Suisse résiste
au coronavirus,
mais à quel prix?**

page 5



Une libéralisation déconfinée

SUISSE • Alors que l'attention de la population est focalisée sur la lutte contre le Covid-19, le Conseil fédéral annonce vouloir ouvrir complètement le marché de l'électricité.

Lors de sa séance du 3 avril dernier, le Conseil fédéral a décidé d'entièrement libéraliser le marché suisse de l'électricité. A cet effet, une modification de la loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEl) sera élaborée d'ici début 2021 par le Département de l'environnement (DETEC) sous la direction de la socialiste Simonetta Sommaruga. Parallèlement, le gouvernement met en consultation un projet de révision de la loi sur l'énergie (LEne) dans le but de renforcer les énergies renouvelables indigènes.

Une libéralisation rejetée par le peuple

Cela fait longtemps que l'UE fait pression sur la Suisse pour qu'elle ouvre son marché de l'électricité. Durant les années 90, le mantra des pays européens était la déréglementation, via des «Paquets énergie», pour faciliter l'intégration européenne des différents marchés nationaux d'électricité. De nouvelles entreprises pouvaient ainsi venir concurrencer les fournisseurs en place. En 2000, le gouvernement suisse avait finalisé une loi sur le marché de l'électricité (LME) aux orientations similaires à celles de l'UE et qui prévoyait une ouverture complète du marché. Néanmoins, la droite subit une dure défaite quand la LME fut rejetée en votation populaire en 2002.

Un premier pas vers l'alignement sur l'UE est fait en 2007 avec l'adoption de la LApEl qui crée un marché de l'électricité «axé sur la concurrence». Une première étape d'ouverture a lieu en 2009. S'aligner sur Bruxelles: c'est une des raisons principales qui incitent les milieux économiques à appeler de leurs vœux cette réforme. Depuis 2007, la Suisse et l'Union européenne négocient en effet un accord bilatéral sur l'électricité qui devra «régir le commerce international de l'électricité, harmoniser les normes de sécurité, assurer le libre accès au marché et garantir la participation de la Suisse aux différentes instances.» Pour conclure un tel accord, l'ouverture du marché de l'électricité est la condition de base imposée par l'UE à la Suisse.

Le mythe de la baisse des coûts

En Suisse, depuis 2009, tous les grands consommateurs d'électricité (consommation annuelle supérieure à 100'000 kWh) sont déjà admis sur le marché libre. Le gouvernement souhaite maintenant que les ménages et les petites entreprises puissent



aussi «choisir librement leur fournisseur d'électricité». Des belles paroles qui font miroiter une «liberté de choix» qui profiterait à tous. Mais les consommateurs seront-ils réellement gagnants? Pour Gavriel Pinson, président du PST-POP, la réponse est clairement non, car cette réforme ne répond qu'à «l'avidité des compagnies d'énergie pour faire du profit». Aux yeux du Vaudois, «il est évident que le lobby de l'énergie à Berne a malheureusement fait un excellent travail. Une fois de plus, ce sont les travailleurs et leurs familles, c'est-à-dire la population en général, qui en fera les frais».

Car même si la présidente de la Confédération a assuré aux médias que la réforme n'induirait pas d'augmentation du coût de l'électricité, on peut en douter. Ceci en se basant sur l'expérience d'autres pays comme l'Allemagne, où le marché a été totalement libéralisé et le nombre d'opérateurs multiplié. Résultat: le prix moyen de l'électricité pour les ménages privés est passé de 13,94 centimes d'euro le kilowattheure en 2000 à 30,43 centimes en 2019, soit une augmentation de 118% (6% par

an). Chacun peut calculer l'augmentation que cela représenterait sur sa facture d'électricité...

Favoriser les énergies renouvelables?

Aujourd'hui, impossible de faire passer une réforme dans le domaine de l'énergie sans l'enrober de «développement durable». Le Conseil fédéral l'a bien compris et prétend que son projet favorisera le développement des énergies renouvelables. «C'est mensonger», réagit Gaël Vuillème, co-président des Jeunes POP Suisse. «Libéraliser, c'est donner plus de pouvoir aux entreprises privées qui, étant en concurrence, vont chercher à obtenir le profit maximal à court terme. Elles vont donc se concentrer uniquement sur les investissements les plus rentables. Au contraire, pour développer les énergies renouvelables, il faut pouvoir contrôler l'ensemble de la production énergétique à l'échelle du pays et pouvoir planifier une production basée sur les besoins de la population et le respect de l'environnement». Les syndicats, le PS et les Verts ont réaffirmé leur opposition à

l'ouverture totale du marché de l'électricité. Pour ces derniers, une telle révision «entravera les investissements dans les énergies renouvelables».

Réforme impopulaire sous coronavirus

Le timing choisi par le Conseil fédéral pour revenir avec son projet de libéralisation totale du marché de l'électricité n'est pas anodin. L'attention de la population est entièrement tournée vers la pandémie de coronavirus qui a déjà tué plus de 1000 personnes en Suisse et les débats politiques des prochains mois tourneront essentiellement autour des mesures nécessaires pour faire face au virus et à la crise économique et sociale qui s'approfondit. Dans un tel contexte, il est bien compréhensible que les citoyens se préoccupent peu de cette réforme qui risque de passer un peu inaperçue. Et pourtant, pour la majorité de la population, accepter que l'approvisionnement en électricité soit entièrement soumis à la «logique de marché» signifierait se tirer une balle dans le pied. ■

Amanda Ioset



IL FAUT LE DIRE...

Pandémie et impérialisme

A l'ombre du Covid-19, la guerre impériale de Trump en Amérique latine se poursuit. Aujourd'hui, nous sortons de la sidération sociale que la pandémie a produite. A la une des médias, au cœur des conversations quotidiennes, on ne parle plus que du déconfinement en Europe. Mais l'on voit bien toutes les incertitudes qui entourent encore ce virus. Cette épidémie, qui rappelle notre fragilité biologique, devrait nous inciter à plus de solidarité non seulement individuelle mais aussi entre Etats.

Or, pour Trump et ses conseillers, la mise au pas de toute l'Amérique latine reste une priorité. Bien plus que de s'occuper de la crise sanitaire. Les Afro-américains et les «latinos» payent ainsi très cher l'inégalité de l'accès aux soins dans la supposée «première démocratie du monde». Celle qui a organisé en octobre 2019, un coup d'Etat – avec la complicité de l'Organisation des Etats américains – en Bolivie. Cela en arguant de fraudes électorales, dont on sait maintenant qu'elles ont été inventées. Et plaçant au pouvoir un gouvernement transitoire qui a militarisé le pays et s'est aligné sur Washington dans sa politique extérieure, renvoyant entres autres les nombreux médecins cubains devenus indésirables. Les élections, présidentielle et parlementaire, prévues le 3 mai et dont les sondages prédisaient une nette victoire des candidats du parti de Morales ont été «opportunistement» reportées sine die, coronavirus oblige.

Pendant ce temps, la diabolisation du président vénézuélien Maduro bat son plein. Trump et son équipe ont l'ont récemment inculpé de «narco-terrorisme». Sans aucune preuve factuelle. Voyant que son soutien à un Guaido dénué de toute base démocratique a échoué et que le siège économique imposé au peuple vénézuélien n'a pas réussi à isoler Maduro, Trump a mis sa tête à prix dans le style du Far-West. A la clé, une prime de 15 millions de dollars pour toute information qui permettrait de l'arrêter. Parallèlement, le président américain promet l'idée d'un gouvernement transitoire – sans Guaido, ni Maduro –, omettant de préciser avec qui. L'Europe, elle, applaudit.

Sous prétexte de lutter contre le commerce de drogue entre le Venezuela, le Nicaragua et Cuba, les USA envoient une armada dans les Caraïbes. Malgré tout, le gouvernement Maduro résiste. Il voit sa lutte contre le Covid-19 saluée par la Chine pour avoir pris rapidement des «mesures résolues à haut niveau de responsabilité» comme la déclaration de l'urgence sanitaire et la quarantaine sociale totale. Mieux, en tous les cas que les Etats-Unis ou l'Equateur, dont le président Moreno, aligné sur le grand frère nordiste et contre son peuple a réagi trop tardivement.

Bernard Borel

Un appel pour évacuer les camps de réfugiés

SOLIDARITÉ • Des dizaines de milliers de réfugiés sont toujours bloqués dans des camps insulaires insalubres. Plus de cent organisations demandent au Conseil fédéral et au Parlement d'évacuer une partie d'entre eux vers la Suisse.

Dans Lesbos, la honte de l'Europe paru en janvier 2020, le sociologue Jean Ziegler dénonçait les conditions de vie dans les camps des îles de la mer Egée, où sont parqués plusieurs dizaines de milliers de réfugiés dans des structures prévues pour en accueillir environ 6000. C'est que la Grèce est le premier pays européen sur le chemin des exilés arrivant depuis la Turquie. De ce fait, elle s'est vu attribuer le rôle de chien de garde de l'espace Schengen par l'Union européenne. Les réfugiés qui y arrivent, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas refoulés directement par les garde-côtes ou les agents de Frontex, doivent être enregistrés dans des *hotspots* avant d'être (théoriquement) soit renvoyés, soit répartis entre les différents pays européens. Dans la pratique, plus de 20'000 personnes s'entassent depuis des années dans le *hotspot* de Moria sur l'île de Lesbos tandis que le système de relocalisation ne fonctionne tout simplement pas.

Des conditions sanitaires catastrophiques

Lundi de Pâques, 110 organisations suisses ont lancé un appel aux autorités pour leur demander de contribuer à l'évacuation immédiate des camps grecs en accueillant des réfugiés en Suisse. Les associations dénoncent une «catastrophe silencieuse». Les réfugiés ne bénéficient en effet d'aucune protection. Les soins médicaux sont loin d'être garantis et le droit de demander l'asile a été temporairement suspendu par le gouvernement grec. La situation dans les camps est désormais bien connue des citoyens européens: un robinet pour mille personnes, des distributions de nourriture en quantité insuffisante et souvent avariée, aucune sécurité pour les enfants et les femmes, qui risquent à tout moment de se faire agresser ou violer en sortant de leur tente.

Selon les associations humanitaires présentes sur place comme Médecin sans frontières, il est



Plus de 20'000 personnes s'entassent depuis des années dans le hotspot de Moria sur l'île de Lesbos.

DR

impossible, dans ces conditions, de suivre les instructions de sécurité pour contenir le covid-19. La pandémie progresse en Grèce et dans de telles conditions, une contamination des camps conduirait inévitablement à de nombreux décès faute d'accès aux soins et au matériel médical nécessaire.

La Suisse doit participer à l'évacuation

Pour les signataires de l'appel, «la Suisse a montré à quel point il est possible d'évacuer des per-

sonnes avec la plus vaste opération de rapatriement de son histoire». Des milliers de voyageurs suisses étaient en effet bloqués à l'étranger au moment où les pays ont restreint les possibilités de voyage en raison de la progression de pandémie. Le DFAE a soutenu ceux qui n'arrivaient pas à rentrer par leurs propres moyens par des vols de retour, les milliers de personnes concernées devant ensuite respecter une quarantaine de dix jours. Maintenant que la plupart des Suisses bloqués à l'étranger ont été rapatriés,

cette expérience pourrait être utilisée pour accueillir des réfugiés des camps grecs. Ce d'autant plus que l'ordonnance Covid-19 asile promulguée par le Conseil fédéral le 1er avril dernier prévoit que les installations civiles et militaires pourront changer d'affectation plus simplement pour servir au domaine de l'asile. Ainsi, il serait possible de mettre rapidement à disposition davantage de places d'hébergement. ■

Amanda Ioset

Pour signer l'appel: evakuieren-jetzt.ch/fr

Le syndicalisme à l'épreuve du harcèlement

GENÈVE • Unia a licencié un responsable syndical. Il est accusé de harcèlement par des femmes, dont plusieurs sont syndicalistes et militantes. Son comité de soutien évoque un «licenciement abusif».

Le 9 avril, Unia a annoncé avoir mis fin à une enquête interne, confiée à deux organismes externes pour éclaircir les accusations de harcèlement et de comportements déplacés par une dizaine de femmes à l'encontre d'un syndicaliste reconnu. Ce dernier avait précédemment travaillé au syndicat des services publics (SSP).

Pénible affaire

L'affaire avait été révélée en décembre dernier quand une enquête de la *Tribune de Genève* (06.12.2019) rapporte plusieurs témoignages sur le sujet. Les faits tels que relatés s'étaleraient sur des années: «des invitations insistantes à des rendez-vous hors du cadre professionnel, des contacts physiques non désirés, des relances incessantes via mail ou SMS». (*Heidi.news*, 14.02.19). Le 6 mars, les avocates représentant cinq victimes de harcèlement sexuel dans plusieurs syndicats genevois montent au créneau. Leur communiqué précise notamment que les victimes «appellent le syndicat employeur (Unia) à sanctionner rapidement l'auteur de ces violences sexistes, indigne de représenter un syndicalisme sincèrement féministe et donc le syndicalisme en général.» (*Heidi.news*, 14.02.19)

Mises en cause à divers titres par des victimes et leurs avocates, les instances dirigeantes nationales d'Unia décident de licencier le salarié le 9 avril. «Nous sommes en mesure d'affirmer que l'enquête n'a révélé aucune faute de la part de la hiérarchie. Selon ce rapport, les supérieurs ont agi correctement en prenant les accusations au sérieux et en mandantant immédia-

tement une enquête», souligne un communiqué d'Unia. Ceci «conformément au principe de tolérance zéro qui prévaut vis-à-vis du harcèlement sexuel». La décision a été saluée par le syndicat SIT, dont certaines secrétaires syndicales mettent en avant avoir été victimes des agissements de l'accusé.

Soutiens contrastés

Saluant «une victoire d'étape», le syndicat SIT regrette pourtant la durée trop longue de l'enquête et «l'attitude qu'Unia a réservée aux plaignantes du SIT tout au long de cette procédure». Mis sur pied à l'initiative de la syndicaliste du SSP Ariane Baillat, un comité de soutien aux victimes a lancé un appel déjà appuyé par des syndicalistes genevois connus comme Jamshid Pouranpir ou Paolo Gilardi pour aider «concrètement et financièrement» les victimes.

Se distanciant radicalement de ces positions, un autre comité de soutien s'est créé cette semaine en appui au syndicaliste congédié. Il est emmené par David Andenmatten, syndicaliste au SSP. Celui-ci évoque un «détournement de la cause féministe par quelques personnes malintentionnées». Il dénonce dans un communiqué du 14 avril tout à la fois «de grands Inquisiteurs, un tribunal autoproclamé, une pseudo justice privée, une condamnation à la mort sociale et professionnelle de l'intéressé». Selon ce comité, ce dernier – avec l'appui de ses avocates – se réserverait le droit «d'évaluer si, au regard du droit, ces accusations relèvent de la diffamation et de décider d'éventuelles poursuites judiciaires». ■

JDr

En crise grave, la presse menacée de mort?

SUISSE • Du fait notamment de la baisse de la publicité liée à l'arrêt des activités non-essentiels, la presse souffre. Elle appelle la Confédération à l'aide.

La pandémie du coronavirus précipite l'industrie des médias suisses dans une des pires crises de son histoire. Le secteur (...) voit aujourd'hui, en plein confinement, ses revenus publicitaires s'effondrer», relevait dans un communiqué début avril le syndicat Syndicom. En Suisse romande, parmi d'autres le quotidien fribourgeois *La Liberté* est passé de quatre à deux cahiers, du fait aussi de la disparition des actualité sportive ou culturelle. Le groupe Tamedia, qui possède de nombreux titres (*TdG*, *24Heures*, *Le Matin dimanche*) a introduit le chômage partiel dans ses rédactions. Les annonces des grandes surfaces ou d'informations sur la pandémie comme celle payée par la Canton de Genève qu'on voit fleurir dans les gratuits comme *GHI* n'inversent pas la tendance.

Un plan fédéral modeste

Le syndicat a demandé à la Confédération de créer un fonds d'aide urgente aux médias. Ses buts? Permettre d'augmenter l'aide à la distribution des journaux, postale ou privée. Mais aussi d'assurer la sauvegarde des imprimeries, titres, stations radio, agences de presse, plateformes et sites en ligne ou de financer enquêtes et reportages. Syndicom soutient aussi les pigistes. Beaucoup ont vu chuter ou disparaître leurs modestes revenus du jour et

lendemain. Par communiqué le 9 avril, le syndicat indique s'être engagé pour «que les indépendants et les freelances reçoivent une aide immédiate pour faire face à la crise actuelle. Mais le Conseil fédéral reporte toujours la mise en place de mesures unifiées. Nous nous engageons donc auprès des offices cantonaux compétents pour faire pression dans le but de trouver une solution par le biais des cantons.»

De son côté, le syndicat Impressum réclame une modification des Ordonnances fédérales, demandant que l'argent dévolu au paiement des indemnités de chômage partiel soit versé dans le financement des informations journalistiques et le maintien des postes.

Selon les informations du *Temps*, la conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga, en tant que cheffe de l'Office fédéral de la communication, aurait planché sur un paquet d'aide de 80 millions. La moitié serait dévolue à couvrir l'ensemble des frais de distribution postale des journaux durant trois mois, une bouffée d'air aussi cruciale pour Gauchebdo. Pour l'heure, ce plan n'a pas obtenu l'agrément des six autres membres du Conseil fédéral. Bref, la presse et des journalistes peuvent attendre et périliter, contrairement aux compagnies aériennes sans doute. ■

JDr

Majorité de gauche en Ville de Genève

ELECTIONS • Les deux candidat.e.s socialistes, Sami Kanaan et Christina Kitsos, arrivent en tête devant les écologistes, Frédérique Perler et Alfonso Gomez. La PDC Marie Barbey décroche un siège au détriment de Maria Perez, candidate du PdT.

«Après 50 ans de présence ininterrompue, la gauche radicale n'est plus représentée à l'exécutif de la deuxième ville de Suisse. Alors que les crises sociales, écologiques et économiques actuelles, avec les politiques de réduction des moyens pour les collectivités publiques, nécessiteraient des réponses radicalement solidaires et de renforcement des services publics, le curseur de l'exécutif se déplace vers le centre-droite. Avec leur choix ruineux de la division des forces de la gauche combative, les dirigeants de solidaritéS portent une lourde responsabilité pour l'exclusion de cette gauche-là de l'exécutif», expliquent dans un communiqué Alexander Eniline, président du Parti du Travail et Tobia Schnebli, membre du Comité directeur.

L'analyse de Maria Perez

Candidate du parti, Maria Perez, conseillère municipale depuis 13 ans, arrive en septième position, avec 10'397 voix, devançant cependant de plus de 1'500 voix le candidat de solidaritéS, Pierre Bayenet, les deux prétendants à la succession de Rémy Pagani à l'exécutif. Entre les deux tours, elle a réussi à progresser de près de 1'000 voix, mais cela n'aura pas été suffisant. A droite, le PLR Simon Brandt fait grise mine. Sorti en cinquième position au premier tour avec 500 voix d'avance sur sa concurrente PDC, il rétrograde en sixième position ce 5 avril, concédant plus de 1'400 voix à Marie Barbey, mieux soutenue par les électeurs socialistes et Verts. Unie, la gauche de la gauche aurait théoriquement rassemblé suffisamment de voix (19'199) pour décrocher la première place au Conseil administratif.

Tout en se félicitant d'une «campagne riche de rencontres, passionnante, réalisée avec des moyens modestes, chaleureuse», Maria Perez taclait sévèrement solidaritéS, qu'elle a quitté en 2018 suite à des atteintes à sa personnalité au sein du secrétariat de l'organisation. «A l'heure du bilan, il serait malhonnête de vouloir faire porter le chapeau de la débâcle au Parti socialiste et aux Verts, qui ont certes profité de la division de la gauche de la gauche pour appeler à voter pour la droite, plus compatible avec la politique de centre qui a été menée jusqu'ici à l'exécutif. Les responsables de cet échec collectif sont ceux qui ont orchestré pendant des mois la rupture avec le Parti du Travail dans le seul but de le faire disparaître de la scène politique institutionnelle, animés par une soif hégémonique et



Quatre élu.e.s du PS et des Verts rejoindront le Palais Eynard, siège du gouvernement de la Ville.

Moumou82

la préservation de leur petit pouvoir personnel... Ces gens-là sont les dirigeants de solidaritéS, une petite clique qui siège sous le nom si mal porté d'Ensemble à Gauche», précise-t-elle sur Facebook, dénonçant une «cabale» et une «campagne de dénigrement machiste et sexiste» contre elle de la part de son ancienne formation.

Grand vainqueur des élections, le PS s'est quant à lui félicité de son alliance avec les Verts. «Porteuse de projets innovants pour la Ville avec des mesures prioritaires en matière de justice sociale, d'égalité et de lutte contre les changements climatiques, nous sommes prêt.e.s à relever les défis qui s'annoncent», a précisé l'alliance dans un communiqué au soir des résultats.

Pour sa part, le PdTa fait savoir qu'il entendait «poursuivre son engagement politique pour réaliser un changement en profondeur, social, solidaire et écologique de la société et il le fera avec toutes les forces qui œuvrent dans le même sens et en respectant la démocratie, l'égalité et la transparence».

Changements de majorité

Dans le reste des communes, on relèvera un petit tremblement de terre à Chêne-Bougeries. Avec l'élection d'un deuxième Vert à l'exécutif en la personne du président du Conseil municipal, Florian Gross, qui rejoindra le sortant Jean-Michel Karr, la droite perd sa majorité au Conseil administratif. Le PLR Jean Locher,

arrivé troisième au premier tour, est évincé du podium. A Chêne-Bourg aussi, la majorité du Conseil administratif passe à gauche avec l'élection du socialiste Jean-Luc Boesiger, qui rejoindra l'écologiste Philippe Moser à l'exécutif. «Pour le PS, il s'agit du premier membre d'un exécutif communal aux Trois-Chêne depuis près de 70 ans», relève le parti. Pour leur part, Meyrin, Onex, Vernier, Lancy, Carouge, Versoix et le Grand Saconnex maintiennent leur majorité de gauche au Conseil administratif. A Carouge et Onex, où la socialiste Carole-Anne Kast rempile à son poste décroché en 2007, les deux exécutifs seront formés par des trios exclusivement féminins. ■

JDr

Unige: Des conditions d'examens qui posent question

GENÈVE • La faïtière des associations étudiantes de l'Unige (CUAE) estime que les modalités adoptées par le rectorat pour les examens ne tiennent pas suffisamment compte de la partie du corps estudiantin confrontée aux plus grandes difficultés sociales.

À la suite de la fermeture des portes de l'Université de Genève (Unige) à la mi-mars, la Conférence universitaire des associations étudiantes (CUAE) sonnait l'alarme sur les conditions dans lesquelles se dérouleraient les examens de mai et juin prochains (voir *Gauche* 13). Le syndicat et faïtière appelait à une validation en bloc de tout les enseignements suivis durant le semestre, tout en maintenant des examens à blanc pour permettre une auto-évaluation des étudiant.e.s. Une telle solution était, selon elle et en l'état, la seule qui soit véritablement «solidaire et égalitaire», au regard de la situation des plus mobilisé.e.s – armée, service civil, proches aidants – et des plus précaires – étudiant.e.s travailleur.se.s et/ou avec enfants, mauvaises conditions d'étude, ...

Par un mail à l'ensemble de la communauté universitaire, à la fin mars, Yves Flückiger, recteur de l'Unige, a annoncé les modalités des

exams. Ceux-ci sont maintenant et se dérouleront à distance, mais les échecs ne seront pas comptabilisés comme des tentatives, les délais d'études seront rallongés si nécessaire et il sera possible de prendre congé du semestre «gratuitement».

A en croire la CUAE, l'Unige est ainsi la première université suisse à annoncer le maintien des examens de la prochaine session. «De par la récente nomination de Monsieur Flückiger à la présidence de [l'organisation faïtière des hautes écoles] SwissUniversities», elle donne le ton pour tout le pays. Pour le syndicat, si les intentions du rectorat sont «louables», à savoir maintenir la valeur des diplômes et éviter l'inégalité de traitement, «la méthode, elle, questionne. Et plus, elle déçoit».

Verticalité décisionnelle

D'abord, pour la CUAE, cette crise «oblige» les institutions à repenser leurs manières de fonctionner. La

période actuelle ayant vu «naître partout des solidarités fondées sur l'écoute et l'implication inclusive», elle offrait la possibilité d'un «renouveau démocratique» à travers une «horizontalisation» des prises de décisions. «Elle a au contraire fait ressortir la verticalité abrupte de notre université», écrit le syndicat. Alors que le Recteur, assure que sa directive «s'est nourrie des propositions [des] étudiantes et étudiants au travers de leurs associations», la CUAE affirme que la consultation a été «inexistante» et souligne que «pas une seule personne membre du corps étudiant n'a participé, de près ou de loin, aux réunions décisionnelles».

Les derniers de cordée

Par delà la méthode, la faïtière s'inquiète de la solution adoptée et des personnes qu'elle risque de laisser pour compte. Celle-ci va, en effet, contraindre nombre d'étudiant.e.s à rallonger leur cursus d'un semestre au moins, voire plus en fonction de l'évo-

lution de la situation sanitaire. Comment feront alors les personnes bénéficiant de bourses censées s'arrêter à une période précise? Que feront les personnes dont le permis de séjour se termine? Vers qui se tourneront les personnes dans l'incapacité de payer les près de 30'000 francs que coûte une année de vie en études à Genève? Que peuvent faire les personnes qui ont des enfants à charge et ne peuvent pas suivre les cours? Autant de questions, parmi de nombreuses autres, que la CUAE adresse aujourd'hui au Rectorat.

Malgré l'extension des délais d'études en cas d'échec et la possibilité d'un congé semestriel, de nombreux.se.s étudiant.e.s ne pourront pas s'offrir le luxe d'une quelconque prolongation. Ainsi, celles et ceux sont qui confrontées à des situations familiales difficiles – conflits, violences, pression, parents à charge, ... – et à la précarité, se verront dans l'impossibilité de prolonger leur cursus, tout en jonglant avec des petits jobs étudiants

– disparus pour la plupart – et des problématiques domestiques. Rappelons qu'en temps normal, ces dernier.ère.s sont déjà soumis.e.s à un système de notation inégalitaire qui fait fi de leurs handicaps sociaux, en termes de temps à consacrer aux études par exemple. Ces inégalités sont amplifiées en temps de crise majeure comme celle que nous vivons.

Certains, comme la CUAE, s'interrogent donc pour savoir «si les notes données par les prochains examens refléteront vraiment le niveau des étudiant.e.s ou plutôt leur capacité à gérer leur confinement». Le Rectorat a assuré répondre aux nombreuses questions en suspens lors de la prochaine assemblée de l'Université. De son côté, la faïtière étudiante espère qu'à l'instar d'Alain Berset, Mr Flückiger se rappellera que «la force d'une société se mesure à l'attention qui est portée aux plus faibles de ses membres». ■

Jorge Simao

La Suisse résiste, mais à quel prix?

COVID-19 • Economie relocalisée, Etat social et services publics forts, politique d'inclusion sont mis en avant par des militants neuchâtelois du POP pour l'après-pandémie.

En tant que parti représentant les intérêts des travailleurs, des travailleuses et de la population dans son ensemble, nous soutenons les mesures sanitaires prises par les autorités cantonales et fédérales pour protéger les personnes à risque et éviter une surcharge du système hospitalier. Il encourage donc chacun.e à respecter les directives de l'OFSP et à se comporter de manière responsable.

Au niveau individuel, nous sommes extrêmement heureux.ses de constater chaque jour tous les élans de solidarité qui se manifestent spontanément. Que ce soit pour soutenir les personnes vulnérables, le personnel soignant, les maraîcher.ère.s ou tou.te.s celles et ceux durement touché.e.s par cette crise, il s'agit là de la preuve qu'une grande partie de la population a conscience de son appartenance à un système social plus vaste, au sein duquel chaque individu joue un rôle. De telles initiatives sont un baume au cœur en cette période difficile, et le POP les soutient sans réserve!

Vigilance critique

En revanche, certains comportements peu citoyens doivent être découragés. Les dénonciations, les photos et les autres formes de délation, sur les réseaux sociaux ou auprès des autorités, témoignent d'une attitude que nous ne saurions cautionner...

Plus globalement et même s'il est encore trop tôt pour tirer un bilan des actions de nos gouvernements et de tous les acteurs de cette crise, une vigilance critique s'impose afin de pouvoir, le moment venu, tirer un bilan d'une gestion de crise révélatrice du fonctionnement de notre pays.

Les décisions prises jusqu'à présent par le Conseil fédéral sur le plan sanitaire semblent pour l'instant acceptables, en n'imposant par exemple pas de confinement strict. Toutefois, les difficultés d'approvisionnement des hôpitaux doivent nous faire réfléchir aux moyens que nous voulons donner à notre système de santé à l'avenir.

En revanche, au niveau économique, le plan de gestion de cette crise par le Conseil fédéral et les cantons n'est qu'en cours d'élaboration, mais prend déjà une direction aussi attendue que décevante. Les autorités privilégient l'économie à la santé en faisant le choix de ne pas fermer les entreprises non-essentiels et la Confédération propose aux entreprises une aide sous forme de prêts les conduisant à s'endetter davantage auprès des banques, ce qui ne fait que repousser les problèmes.



Ces mesures sont révélatrices de deux grandes erreurs dans la vision néolibérale de notre société: celle de croire que la santé économique d'une entreprise prime sur la santé de ses travailleur.euse.s, et celle de nier que la solidarité économique d'un pays dépend avant tout de la solidarité économique de l'Etat.

Etat social renforcé

La Suisse aura besoin de centaines de milliards de francs pour traverser cette période difficile, soutenir les travailleur.euse.s au chômage, les indépendant.e.s, les plus durement frappé.e.s par cette crise, soutenir également notre système de santé, notre vie culturelle et sociale. Nos finances devront être reconstruites, renforcées et solidifiées dans les années à venir.

Et cette crise nous indique clairement la voie à suivre. Elle nous renvoie brutalement à nos vrais besoins et aux décisions que le pays doit prendre pour les assurer. En premier lieu, il s'agit de privilégier l'économie locale, les circuits

courts pour renforcer notre économie régionale. Mais également garantir un approvisionnement alimentaire et de produits de première nécessité (hygiène, soins, etc.) en tout temps et de manière la plus autonome possible.

Il faut aussi renforcer les services publics dont tout notre système dépend: santé, éducation, transport, énergie. Ces services doivent être solides, suffisamment financés, dotés d'une main d'œuvre qualifiée et suffisante et surtout être pilotés par l'Etat de manière à garantir leur fonctionnement en tout temps et toutes circonstances.

Il importe d'assurer le fonctionnement d'un Etat social fort et capable de protéger sa population et ses institutions. Et, n'ayons pas peur de le dire, une collectivité capable de soutenir son économie, de l'organiser, et de la diriger là où le peuple souhaite la mener. L'Etat a sauvé les banques en 2008. En 2020, il va devoir sauver des pans entiers de l'économie. Le soutien promis à Swiss et au secteur aérien par le Conseil

fédéral prouve à la fois la possibilité et la nécessité d'un véritable pouvoir d'intervention pour garantir une autonomie de la Suisse dans des secteurs économiques critiques.

Pour finir, il faut pratiquer une politique pensée pour la base, pour l'ensemble de la population, pour tous ceux et toutes celles sur qui le pays au complet se repose. Pour les parents qui ont la tâche de préparer les générations futures, pour les travailleurs et travailleuses dans le domaine des soins, de l'alimentation, de l'agriculture, des services publics qui chaque jour font leur part pour maintenir en Suisse, et partout ailleurs, le bateau à flot. De cette crise, nous espérons que la population suisse tirera des enseignements et nous serons, au POP, toujours présent.e.s pour pousser au changement de paradigme qui s'impose à présent avec davantage d'évidence que jamais. ■

*Fabien Cortat, Isis Joliat,
Matthieu Reverchon et Nicolas Turttschi,
militants du POP neuchâtelois*

Penser l'après-Corona avec une taxe sur les grandes fortunes

COVID-19 • En parallèle à la crise sanitaire, se profile une crise économique et sociale d'une ampleur exceptionnelle.

Comme en 2008, nos dirigeants se voient forcés de faire appel à l'Etat pour sauver le secteur privé. Mais comme l'ont montré les mesures d'austérité qui ont succédé à la crise précédente, loin de demander des comptes aux responsables, la bourgeoisie fera payer chèrement la facture à l'ensemble de la population. L'instauration d'une «Taxe Corona de solidarité», comme le propose le PST-POP, donnerait un autre signal.

Après la crise sanitaire, la crise économique et sociale

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a récemment revu ses prédictions économiques: la récession sera plus profonde que prévue initialement, avec à la clé un taux de chômage qui pourra atteindre jusqu'à 7%. L'économie tourne au ralenti et les cantons les plus touchés ont très rapidement décidé de fermer les chantiers, voire toute la production

non-essentielle pour le Tessin. Le 4 avril, la RTS indiquait que désormais un quart des actifs étaient au chômage partiel. Les témoignages des petits indépendants en difficulté se multiplient. Notre économie, dans son fonctionnement actuel, n'était pas préparée à faire face à l'imprévu. Cela est en grande partie dû aux politiques libérales des dernières décennies. Baisse du taux d'imposition des entreprises, privatisation du secteur de la santé et des autres services publics et bien d'autres ont affaibli les capacités de réaction de l'Etat.

La réaction de nombreux pays à la pandémie Covid-19 a démontré que la prétendue impossibilité d'intervention de l'Etat dans l'économie n'était qu'un mythe. En quelques jours, Le Conseil fédéral a pu agir dans plusieurs secteurs, dégager beaucoup d'argent et imposer des règles strictes aux entreprises. Même chose ailleurs dans le monde: l'Espagne a nationa-

lisé les hôpitaux privés, l'Italie une compagnie aérienne, et même aux Etats-Unis, une entreprise de la taille de General Motors a été contrainte de produire du matériel médical.

On le constate: sans une intervention des pouvoirs publics dans l'économie, pas de salut face à l'épidémie. Car il est désormais clair qu'aucune «loi du marché» ne permet de réagir efficacement face à une situation où la vie d'êtres humains est en danger. Mais il ne faut pas se leurrer. Comme l'ont prouvé les dix années d'austérité qui ont suivi des mesures semblables prises en 2008 pour sauver le secteur privé, les libéraux aux commandes feront payer chèrement à l'ensemble de la population cette claque que prend actuellement le mythe libéral.

C'est à ceux qui ont profité de passer à la caisse

Pour protéger le secteur privé en difficulté, la Confédération a promis de

s'endetter à hauteur de 40 milliards de francs. Une aide aux indépendants et aux petites entreprises est essentielle en temps de krach. Mais il faut, dès à présent, préparer la riposte face à la contre-attaque qui surviendra bientôt la crise passée. Car sans cela, on risque bien d'entendre le même couplet: «Notre pays est endetté et les caisses sont vides, il faut couper dans le social, la santé, l'éducation, etc.», toujours complété du refrain xénophobe: «Ce sont les étrangers qui sont la cause de tous les problèmes».

Pour le PST-POP, la Confédération doit mettre en place un plan de sauvetage de l'économie, mais à condition que ce soit ceux qui ont profité des décennies de politiques libérales qui passent à la caisse. En Suisse, la richesse amassée par une minorité d'individus sur le dos de la population est telle, qu'une taxe unique de 2% sur l'entier de cette

fortune rapporterait plus de 17 milliards de francs à l'Etat. De quoi sauver nos emplois et protéger les indépendants, les travailleurs et les familles en difficulté.

Pensons l'après-Corona. Le devoir du gouvernement et du parlement sera de réagir pour nous mettre à l'abri de ce genre de crises sanitaires et économiques. Une «Taxe Corona de solidarité» serait un signal fort, mais au-delà, elle devrait s'accompagner d'une politique économique au service du plus grand nombre: harmonisation de la fiscalité au niveau fédéral, augmentation de l'imposition des grosses entreprises et des holdings, nationalisation du système de santé (caisse maladie publique et unique, nationalisation des cliniques privées) et bancaire, extension des assurances sociales notamment. ■

Paris Kyritsis et Amanda Ioset

Pour signer la pétition:
pst-pop.ch/pour-une-taxe-corona

Record des victimes du Covid-19 aux USA

PANDÉMIE • Le nombre de morts provoqué par l'épidémie a dépassé les 20'000, tandis qu'enfle la polémique sur le souhait émis par Trump d'assouplir le confinement.

Les Etats-Unis ont franchi ce samedi 11 avril le seuil symbolique des 20'000 morts (24'000 au 14 avril, ndlr) du Covid-19. Ils deviennent ainsi, selon un bilan en nombre absolu, le pays le plus touché de la planète devant l'Italie. En terme relatifs, la péninsule transalpine reste certes encore, de loin, bien plus touchée puisque l'Italie compte six fois moins d'habitants. Cependant, plusieurs épidémiologistes états-uniens dont le conseiller de la Maison-Blanche, Anthony Fauci, estiment qu'au rythme de la progression du fléau, le nombre de victimes états-uniennes pourrait atteindre ou dépasser les 100'000.

Au moment même où tombent ces chiffres, une polémique enfle dans le pays autour d'un éventuel assouplissement prochain du confinement. Donald Trump lui-même a suggéré dans un de ses points de presse quotidiens que cette perspective était envisagée. Wall Street, en forte chute à nouveau vendredi, et les milieux patronaux plaident de la même façon pour un retour progressif à la normale. «Je vais avoir à prendre la décision la plus importante de ma vie» dans les prochains jours, a souligné Trump. Tout en reconnaissant qu'un déconfinement trop rapide pourrait avoir de funestes conséquences, il a insisté sur le fait qu'un redémarrage trop tardif de l'économie ne serait pas une meilleure option: «Rester à la maison



entraîne aussi la mort (...). Une différente forme de mort peut-être», a-t-il lancé.

New York, les démunis martyrisés

Plusieurs scientifiques et médecins de renom ont réagi immédiatement à ces propos, pointant combien il serait

«criminel» de lever les mesures de confinement dans un tel contexte. Alors que le *New York Times* sort un dossier accablant sur «les atermoiements et l'irresponsabilité de Trump» dans la gestion de la crise, plusieurs analystes relèvent les causes systémiques qui ont contribué à faire galo-

per l'épidémie. Comme à New York, où le virus fait trois à quatre fois plus de victimes dans les quartiers pauvres du Bronx, de Brooklyn ou du Queen. Médecin africain-américain dans le quartier du Queen, Michael Andrew ne trouve «pas de mots assez durs» pour dénoncer la submersion

des hôpitaux publics, quand les établissements privés et «leurs riches patients bien assurés rechignent à manifester la moindre solidarité». Il évoque ces files d'attente devant l'hôpital public Elmhurst où les personnes, «pour l'essentiel des africains-américains ou des latinos», n'ont aucune assurance maladie et se déplacent en désespoir de cause quand symptômes et souffrances sont devenus trop insupportables. «L'attente est si longue, explique Michael Andrew, que beaucoup abandonnent. Ainsi rentrent-ils et, parfois, meurent-ils chez eux.»

Profits maximisés et hécatombe

La crise économique et financière, jumelle de la crise sanitaire, en est un autre facteur aggravant. Depuis la mi-mars, près de 10 millions de salariés ont perdu leur emploi en vertu d'un Code du travail très probusiness, qui permet au patronat de se séparer à bon compte de ses personnels pour éponger immédiatement une partie de ses pertes.

Pour faire face à l'hécatombe, l'hôpital Elmhurst a dû faire venir des camions frigorifiques pour établir «une morgue de crise», quand, plus terrible encore, des fosses communes ont été creusées sur l'île de Hart Island, au large de Manhattan, pour les victimes pauvres dont les proches ne viennent pas réclamer les corps. ■

Bruno Odent

Paru dans *L'Humanité*

Macron, les flous et les loups

FRANCE • La volonté notamment d'ouvrir les écoles, à partir de la mi-mai, pourrait mener le gouvernement à une situation sociale incontrôlable.

«Alors étions-nous préparés à cette crise? A l'évidence pas assez», a déclaré, en guise d'aveu, Emmanuel Macron, lors de sa dernière allocution présidentielle ce mardi. «Mais nous avons fait face en France comme partout ailleurs. Nous avons donc dû parer à l'urgence, prendre des décisions difficiles à partir d'informations partielles, souvent changeantes», s'est-il dédouané. Derrière un discours aux nombreux flous, se dissimulent de nombreux loups.

Tout d'abord, lorsque l'on compare les situations française et allemande, au cours du dernier mois, on trouve de grands écarts concernant la létalité du virus. Selon l'Université Johns Hopkins, au 15 mars, les deux pays avaient respectivement 4'500 et 5'800 cas. Mercredi 16 avril, on dénombrait 130'360 cas des deux côtés du Rhin. Pourtant, la France déplore, à ce jour, près de 16'000 décès, là où le voisin allemand n'en compte que 3'294, soit près de 5 fois moins. Cela semble pouvoir s'expliquer d'une part par le testage massif mis en place par l'Allemagne, permettant d'isoler les malades qu'ils soient symptomatiques ou non, mais également par une plus grande capacité hospitalière en termes de lits hospitaliers par milliers d'habitant notamment (3 contre 6 selon Eurostat). Côté français, des décennies de

coupes budgétaires ont mis le système de santé au bord de l'effondrement et dans l'incapacité de faire face au drame en cours. A quoi s'ajoute la décision de prioriser les dépistages aux cas graves résultant vraisemblablement de la pénurie en matériel.

Bas les masques

«Le moment, soyons honnêtes, a révélé des failles, des insuffisances. Comme tous les pays du monde, nous avons manqué de blouses, de gants, de gels hydro-alcooliques», a ensuite ajouté le président, en abordant l'épineuse question de la pénurie de masques de protection qu'il a dissimulée depuis le début de la crise, ainsi que Mediapart le révèle dans son enquête «Masques: les preuves d'un mensonge d'Etat». On y apprend que le gouvernement a menti sur son degré de préparation pendant près de 2 mois et modulé ses consignes en fonction des stocks. Ainsi, fin février, le Directeur général de la Santé, Jérôme Salomon, préconisait un masque pour toute personne en contact avec un porteur du virus, puis un mois plus tard, la porte-parole du gouvernement déclarait que cela était inutile.

C'est donc embourbé dans ses dissimulations qu'Emmanuel Macron a annoncé la prolongation du confinement jusqu'au 11 mai et la réouverture des crèches, écoles, collèges et lycées à

partir de cette date. Le même déclarait le 12 mars: «Nos enfants et nos plus jeunes sont celles et ceux qui propagent le plus rapidement le virus, même si les enfants n'ont parfois pas de symptômes», pour en justifier la fermeture. Mais voilà, les «loups du capital» sont affamés et sans garderie à l'échelle nationale impossible de renvoyer les parents au turbin. Il faut dire qu'ils se font menaçants. Le président du Mouvement des entreprises de France (Medef), Geoffroy Roux de Bézieux, appelle à revenir sur les congés payés et sa porte-parole ajoute à ce propos: «S'il faut mettre un coup de collier (sic) pour pouvoir reprendre (le travail), on mettra le coup de collier. C'est déjà tout ce qu'on fait dans le dialogue social aujourd'hui.» (BFMTV).

Reste que la réouverture des écoles permettra à nombre d'enfants de se voir conter *Pierre et le Loup* et d'apprendre ainsi qu'à trop mystifier le peuple, on finit par perdre la bergerie. Un sondage estimant à 38% la part des Français qui font encore confiance à leur gouvernement (Ifop pour le JDD), le Medef devrait songer à lâcher la bride ou à changer de plasantin. C'est en tout cas ce que laissent entendre les renseignements français, qui s'inquiètent du risque d'embrasement social de grande ampleur dès la fin du confinement. ■

Jorge Simao

Ne sortons pas d'une catastrophe pour foncer droit sur d'autres

Le 27 mars, 18 responsables d'organisations syndicales ou associatives ont publié une tribune intitulée «Plus jamais ça». Philippe Martinez (CGT), Cécile Dufлот (Oxfam), Aurélie Trouvé (Attac) ou encore Jean-François Julliard (Greenpeace) y appellent «toutes les forces progressistes et humanistes» à construire «un futur, écologique, féministe et social». Interview.

La crise engendrée par le coronavirus vous pousse à exiger un nouveau contrat écologique et social. Dans quelle mesure est-elle systémique?

ANNICK TROUVÉ Le néolibéralisme et le productivisme ont montré qu'ils sont des amplificateurs de la crise générée par le coronavirus. Le sacrifice de services publics essentiels que sont les hôpitaux, mais aussi la recherche publique, a été un facteur aggravant. Beaucoup de directeurs de recherche l'affirment: depuis les années 2000 et la survenue du Sras, la recherche sur les virus aurait pu avancer bien plus vite si on lui en avait donné les moyens.

Par ailleurs, cette crise met en lumière les grandes fractures sociales existantes, entre ceux qui ont un logement salubre et ceux qui n'en ont pas, par exemple. Enfin, elle montre l'urgence de relocaliser les productions, qu'elles soient alimentaires ou médicales. Parallèlement se joue une autre crise, au long cours et d'ores et déjà enclenchée: celle du climat. Elle aussi nous coûte des milliers de vies, et nous n'avons que quelques années pour l'en-

diguer. Tout cela pose la question de la relance qu'il nous faudra impulser. Ne sortons pas d'une catastrophe pour foncer droit sur d'autres. Ne réitérons pas ce qui a été fait après la crise de 2008.

Le besoin d'emplois est urgent pour les populations. Peut-on y répondre sans passer par une reprise poussée de la production? Il ne s'agit pas de s'opposer à la relance, mais de définir les secteurs qu'il nous faut prioriser. Doit-on continuer à miser sur l'automobile, l'aviation, les plateformes pétrolières? Ou sur une relocalisation des productions, une agroécologie génératrice d'emplois, les énergies renouvelables, les services publics, les conversions professionnelles qu'implique la transition, les collectivités? Doit-on prioriser le soutien aux grands groupes ou aux petites et moyennes entreprises?

Peut-on organiser la riposte?

Oui, en se mobilisant, en échangeant. Je ne crois pas au discours selon lequel le confinement va nous apprendre, individuellement, à être plus sobres, à consommer localement, à limiter nos déplacements en avion ou en voiture... N'excluons pas l'effet boomerang que peut déclencher l'envie de rattraper le temps perdu. Si l'Etat ne saisit pas dès à présent l'opportunité d'orchestrer une transition, nous irons droit dans le mur. C'est lui qu'il faut contraindre à agir. ■

Entretien réalisé par Marie-Noëlle Bertrand

Paru dans *L'Humanité*

En Turquie,«prêt à mourir pour se tenir debout»

TURQUIE • La chanteuse Helin Bölek est décédée suite à une grève de la faim menée pour dénoncer les persécutions que sa formation musicale, Grup Yorum, subit depuis plusieurs années.

Historiquement ce groupe, qui est plus un collectif de musique, a été créé par 4 étudiants à Istanbul en 1985 afin de lutter contre le coup d’Etat militaire que le pays avait subi 5 ans auparavant. En trois décennies, Grup Yorum a produit 23 albums et un film. Près de 70 musiciens en ont fait partie ainsi que des centaines de choristes. Il est connu en Turquie pour son œuvre mêlant musique traditionnelle et contestataire. Mais aussi parce qu’il n’a jamais cessé de porter la voix de la classe ouvrière et des minorités opprimées.

Soutien de Joan Baez

Grup Yorum a toujours connu des difficultés avec la justice turque, toutefois la répression à son encontre s’est fortement accentuée ces dernières années. En effet, le groupe est accusé d’avoir des liens avec le DHKP-C (un des nombreux partis communistes pratiquant la lutte armée en Turquie).Ce que les artistes ont toujours réfuté. Le succès de cet ensemble musical ayant vendu plusieurs millions de CD et qui rassemble des milliers de sympathisants à chaque concert, lui donne une aura et une audience bien supérieures à celles du DHKP-C. Ces accusations ont fait que le centre culturel géré par Grup Yorum connaisse plus de 8 perquisitions en 3 ans. Les personnes présentes ont été mises en garde à vue, leurs instruments de musique furent détruits et leur local mis à sac par la police.

En juin 2015, la chanteuse américaine Joan Baez était montée sur scène avec le groupe à Istanbul et joué avec eux. A l’issue de sa prestation, l’ensemble musical lui avait remis symboliquement une guitare cassée par la police lors d’une perquisition. Malgré des soutiens internationaux et nationaux, la répression s’est acharnée sur le groupe, notamment après la tentative de coup d’Etat de 2016. En 2017, deux de ses membres échappent à la police et se réfugient en France. D’autres sont placés sur «la liste

grise des terroristes» (système créé par l’Etat turc pour classer les terroristes recherchés, la grise étant pour les moins dangereux).

«Jeûne jusqu’à la mort»

Face à cette situation, quatre musiciens du groupe débute en mai 2019 une grève de la faim afin de faire cesser la répression dont ils sont victimes. Ils réclament notamment la fin de l’interdiction de leur concert, l’arrêt des perquisitions dans leur centre culturel et le retrait de leurs membres de la liste des«terroristes les plus recherchés». Fin 2019, İbrahim Gökçek et Helin Bölek sont libérés pour raisons de santé. Tous deux décident alors en janvier 2020 de recommencer «un jeûne jusqu’à la mort» afin de protester contre la situation du groupe et de ses membres. Lors d’une interview avec le journal *Politis* en février dernier, İbrahim Gökçek déclara: «Prendre cette décision n’a pas été si difficile au vu de ce que nous vivons chaque jour. Nos instruments et notre musique sont systématiquement détruits. Nos concerts interdits. Nos noms inscrits sur des listes terroristes, et nous sommes emprisonné.e.s.. Bien sûr, depuis le début, nous voulons vivre. Mais parfois, en Turquie, il faut être prêt à mourir pour se tenir debout.» Il ajoute encore une parole qui s’avérera lourde de sens: «Et je sais que, s’il devait nous arriver quelque chose, à Helin ou à moi, la résistance ne prendrait pas fin.»

İbrahim Gökçek, le guitariste du groupe, est actuellement entre la vie et la mort. Helin Bölek, elle, est décédée le 3 avril. Son enterrement a été réprimé par la police, qui a empêché la famille d’emmener sa dépouille à Okmeydani, quartier alévi (minorité issue de l’islam chiite comptant environ 15 millions de membres en Turquie et politiquement acquise à la gauche, ndlr) à Istanbul, amenant son corps directement au cimetière, où un dernier hommage lui a été rendu. ■

LDz

Le pays le plus solidaire au monde est«puni» par un blocus

SOLIDARITÉ • En temps de Covid-19, les médecins cubains sont sur tous les fronts, souligne Andrea Duffour, présidente de la section fribourgeoise de l’Association Suisse-Cuba (ASC).

Victime d’un blocus depuis 59 ans, Cuba a honoré plus de 600’000 missions internationalistes dans 164 nations, toujours en première ligne quand il s’agissait d’aider un pays frère en nécessité et sans ne jamais s’immerger dans les affaires intérieures de ces Etats. Avec plus de 1,7 milliard d’examens médicaux, 12,5 millions d’opérations chirurgicales et autant de vaccinations selon l’Unité centrale de coopération médicale (UCCM) du Ministère de la santé publique de Cuba, ce petit pays a réussi à sauver la vie à plus de 6’253’000 personnes. Rien qu’en 2018, 36’000 personnes, dont 18’000 médecins ont œuvré dans le monde. En 2019, ils étaient 29’000 médecins dans 59 pays selon les chiffres du Ministère de l’extérieur de Cuba (MINREX). «Tous ces sacrifices valent la peine ne serait-ce que pour sauver une vie», nous répondrait n’importe quel Cubain.

Après l’Italie, ce sont 13 autres pays comme l’Espagne, qui ont sollicité de l’aide auprès de Cuba pour lutter contre la pandémie. Ils sont ainsi actuellement 593 professionnels, ayant laissé leurs familles au pays pour venir assister des malades dans le monde entier. Pour sa part, la section fribourgeoise de l’association Suisse-Cuba a récemment réitéré auprès du Conseiller fédéral, M. Alain Berset, sa demande du 16 mars dernier relative à la possibilité d’importer un médicament cubain estimé efficace contre le Covid-19 et de solliciter l’aide de personnel médical cubain. Par ailleurs, elle demande au gouvernement de faire tout ce qui est en son pouvoir pour stopper immédiatement le«blocus criminel génocidaire» de Cuba dont notre pays est complice. ■

Andrea Duffour et réd.

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Journal du coronavirus

Lundi 30.3

L’usine Luxfer Gas Cylinders de Gerzat (Clermont-Ferrand), la seule en Europe pouvant fabriquer des bouteilles d’oxygène à haute qualité, est à l’arrêt depuis mai 2019 pour raison d’économie. Les salariés demandent sa nationalisation et la reprise immédiate de la production, prenant au pied de la lettre l’allocution du président Emmanuel Macron du 12 mars: «Ce que révèle cette pandémie, c’est qu’il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché.»

J’apprends le décès de Jean-Louis Roy (1938-29.3.20), membre fondateur du Groupe 5, à l’origine du renouveau du cinéma suisse. Cela me touche et fait monter des souvenirs. J’ai participé à deux de ses documentaires pour «Temps Présent»: *Faites-moi tourner la tête* sur les cours de danse de salon, en 85, et surtout *Petites annonces pour grand amour*, en 1988, sorti en même temps que mon livre portant le même titre, mon seul succès de librairie.

Mardi 31.3

Le matin à 8h05, émission RTS «On se bouge!». Les JO auront lieu du 23.7 au 8.8 2021. Le 8, ce sera le jour des 40 ans de Federer, «le plus grand joueur de tennis de tous les temps», mon idole.

Je n’ai plus mal! Je ne sens plus ma périarthrite, qui me faisait souffrir depuis novembre 2019. Ma physiothérapeute me dit que le bas de mon dos est détendu... s’il n’y avait pas le coronavirus, je l’embrasserais! La place de jeux de Perly est désormais interdite aux enfants, entourée d’un ruban rouge et blanc «police municipale», on dirait une scène de crime!

Mercredi 1.4

Polémique: pour ou contre le Dr. Raoult. Une chorale improvisée par les fenêtres à Saint-Jean, le soir à 18h, durant 15’... Des voisins se sont plaints! Einsteindisait déjà: «Il y a deux choses infinies, l’univers et la bêtise humaine, et encore, pour l’univers, je n’en suis pas sûr»... Daniel Koch, «Monsieur Covid-19», va prendre sa retraite fin avril, mais il continuera de nous informer par sa présence placide et rassurante. Les coiffeurs au repos forcé. Les cheveux poussent, on va bientôt tous ressembler à des hippies! Résolution due au confinement: je me mets à trier, classer et surtout jeter les monceaux de papiers qui ont envahi mon bureau. Le livre suisse espère un soutien des collectivités publiques, mais les très petits (dont moi), qui fonctionnent souvent sur le bénévolat, souffrent moins. Des éditeurs mettent des livres en ligne (nous l’avons fait ed-des-sables.ch).

Jeudi 2.4

Le confinement pousse au rangement et aux grands nettoyages. Dessin d’Herrmann: une femme nettoie les vitres, son mari applaudit! 17h40, appel de JNC, qui a beaucoup apprécié que je refuse l’aide du canton. J’envoie ma lettre à Fabrice Luchini, avec la chronique *GH* où je parle de lui. Besoin de la presse par les gens, alors qu’elle est en danger à cause de la baisse de la pub. Aide de la Confédération? *Temps Présent*, un couple fait une réserve

de vivres comme s’ils avaient un magasin! Cela me fait penser au film *Black Out* de Jean-Louis Roy, 1970. Documentaire sur le soleil. Même lui fait penser au coronavirus... Les Journées littéraires de Soleure auront lieu en ligne!

Vendredi 3.4

Vincent Kucholl joue le rôle d’un prof paresseux et méprisant. A vomir. Je mijote une lettre. La Poste à la limite de ses moyens. Des colis encombrants, comme une cabane de jardin. Je vais acheter des timbres. La préposée, qui fait un remplacement, me remercie pour mon article sur la Poste. C dans l’air. Les Chinois ont menti sur tout. Le canton du Tessin demande que les gens n’y viennent pas en vacances. Ecole à la maison. 1 personne sur 6 a de la peine à comprendre un texte simple... 2 épisodes de la série *Astrid et Raphaëlle*. Les autistes Asperger me font craquer: Rain Man, Good Doctor, Greta Thunberg, Astrid... Je trie, retrouve la lettre m’indiquant que j’ai gagné le prix littéraire de Gruyères 2016, que je classe, d’anciens PV, que je jette.

Samedi 4.4

La RTS annonce qu’on peut lui envoyer des poèmes sur la liberté de 4 à 16 vers «liberte@rts.ch». J’en informe mes auteur.e.s. Angela Merkel, avec son calme, est plus populaire que jamais, l’opposition est inaudible, l’extrême droite inexistante. C dans l’air. L’homme tousse, la planète respire. Diminution de la pollution. Des canards dans les rues de Paris, les eaux sont redevenues claires à Venise. Je trie et jette, jette. Les piles diminuent.

Dimanche 5.4

Je vais saluer mon jardin, il y a de plus en plus de fleurs parmi les fraisiers. J’envoie mon poème sur la liberté au site RTS et ma lettre aux ainé.e.s des EMS. 12h15, je me mets à mon apéro, Spritz, que je bois avec le repas. Il ne me reste plus beaucoup de fourres transparentes à trous, et je ne peux plus en acheter...

Lundi 6.4

En allumant la TV pour voir le visage de celles et ceux qui interviennent sur RSR1, j’admire, au ralenti, l’envol, le vol et l’arrivée de cygnes, une splendeur sidérante. S’il manque de l’éthanol, la matière première pour fabriquer du gel désinfectant, c’est parce que le centre de la Régie fédérale des alcools a été privatisé en 2018, et la réserve de 10’000 tonnes de produit liquidée! Je m’en étrangle. On se familiarise avec le télétravail, considéré comme trop compliqué auparavant. Témoignage du 1^{er} extubé de Genève, au réveil, il toussait beaucoup: «J’ai réussi à faire sortir le diable de mon corps». G-B la reine prend la parole, 4^e fois en 68 ans de règne (guerre du Golfe, mort de Lady Di, mort de sa mère). Boris Johnson, atteint, a été emmené à l’hôpital. *Le Courier*, mort de Paolino Casanova, celui qui s’occupait de la sono dans presque toutes les manifs.

Mardi 7.4

2x moins de CO₂ rejeté par jour en Europe. Je trie, une pile de cartes vierges de Paris! Qu’est-ce qui m’a pris? Elections de la Ville. Les 4 de gauche ont

passé, le 5e siège sera occupé par la PDC, le PLR Simon Brandt a perdu. 3 femmes sur 5, une première. Davantage de femmes dans les exécutifs communaux.

Mercredi 8.4

Des gourous rassemblent leurs fidèles, persuadés que Dieu les protège! Incendie en Ukraine près de Tchernobyl. J’achète le *Canard*, en déguste les dessins sur la terrasse, mon chat contre moi. Covid-19 touche davantage les hommes en surpoids, «enveloppés», comme dirait Obélix. USA: Sanders a jeté l’éponge. C’est Joe Biden qui affrontera Trump (au plus fort dans les sondages) Le témoignage d’une femme qui a accouché et a dû rentrer dans la journée. Son mari est astreint au télétravail, ils ont 2 autres enfants... vive le congé paternité!

jeudi 8.4

France-Inter: 7 millions d’auditeurs en ces temps de confinement. Les gens craquent, se lâchent quand ils vont en courses. Incivilités absurdes et, parfois, des réactions imbéciles de flics (un cycliste pénalisé). Le CERN met à disposition de la recherche ses immenses capacités de calcul 3 D. Israël impose le couvre-feu pour mettre au pas les juifs ultraorthodoxes, qui se croient protégés du Covid-19.Or 50% des malades sont ultraorthodoxes, alors qu’ils ne représentent que 12% de la population totale. France 2, une personne s’est lavée à l’alcool à brûler, emmenée aux urgences!

Vendredi 9.4

Les pays de l’UE sont enfin arrivés à un accord, les Pays-Bas bloquaient. 500 mds €. Boris Johnson est sorti des soins intensifs. Dès 9h, je descends les affaires d’hiver et remonte celles d’été, je mets de côté des vêtements à donner. Chloroquine utilisée à 40% au CHUV, 50% au HUG. Pragmatisme.

Samedi 10.4

Mets un short, cela me change de mes pantalons. La RTS réorganise ses programmes et ses équipes, nouvelle émission *Antivirus* remplace *Couleurs locales*, Alexis Favre aux commandes. Marchés à la ferme, on redécouvre le local... Depuis leur apparition sur terre, il y a 300 millions d’années, les vertébrés sont armés contre les virus, les humains également. Je retrouve des documents sur la préparation du congé-maternité, 2004, et un échange de lettres avec Mitterrand, dont une signée de sa main.

Dimanche 11.4

Un entretien téléphonique par le biais de l’application WhatsApp avec mon fils et mes deux petits-fils. 12h: messe et bénédiction urbi et orbi, dans la basilique de Saint-Pierre, vide... Champagne, foie gras, c’est Pâques. Un complotiste prétend que le coronavirus se propage par les ondes des 5G! Il est suivi par des millions de followers! Des antennes sont détruites! Les gens sont fous. Afrique, des médecins ont proposé de faire de l’Afrique un vaste laboratoire. Polémique.

Huguette Junod

Le monde ouvrier en Suisse au XIX^e siècle

LIVRE • L'historienne Laurence Marti, avec un regard souvent original, livre une bonne synthèse sur le monde ouvrier du XIX^e siècle.

La collection Focus des Editions Alphil s'est donné pour but d'apporter à un large public «des synthèses sur des thématiques de sciences humaines et sociales». On n'en attendra donc pas de révélations fracassantes. La naissance du monde ouvrier en Suisse est un sujet qui a déjà été bien traité, et ce petit livre s'appuie d'ailleurs sur une solide bibliographie existante. Son double intérêt est que l'auteure fait certes œuvre d'historienne, avec des apports souvent originaux, mais aussi de sociologue. On appréciera le fait qu'elle remette en question un certain nombre de mythes. L'ouvrage offre donc des approches stimulantes.

En marge des sociétés d'Ancien Régime, le monde ouvrier l'est à nouveau depuis les mutations économiques des années 1980. Quant au XIX^e siècle dans notre pays, réputé être celui de la naissance de la classe ouvrière moderne, il n'a pas connu de véritable révolution industrielle. Non seulement le charbon, coexistant avec des sources d'énergie traditionnelles, comme la force hydraulique, n'y a jamais eu l'importance qu'il a revêtu ailleurs, mais encore il y a le fait qu'en 1880, près d'un actif sur deux travaille dans l'agriculture (un sur quatre seulement en Grande-Bretagne).

D'autre part, l'industrialisation reste dissociée de l'urbanisation. Le textile et l'horlogerie emploient encore une large partie de leur main-d'œuvre à domicile. Enfin les fabriques en Suisse au XIX^e siècle sont de taille modeste, à de rares exceptions près, et ne se distinguent que progressivement du petit atelier. On est donc loin des évocations de Zola ou de Dickens dénonçant la misère des mineurs et des ouvriers des grandes usines.

Mobilité professionnelle

L'auteure consacre aussi des pages intéressantes à l'extrême mobilité professionnelle. Celle-ci concerne notamment une population rurale nombreuse, qui parcourt le pays en quête d'emploi. Tel personnage passe par exemple de la brasserie à la bonneterie, à la comptabilité, à la



Les ouvriers de la verrerie de Moutier, photographie, vers 1876.

«Mémoires d'Ici», Centre de recherche et de documentation du Jura bernois

construction, à une activité agricole, à la fabrication de fromages pour finir par ouvrir un atelier d'horlogerie...

Cette mobilité est également géographique, à l'exemple des Tessinois en particulier, dont l'activité saisonnière les conduit hors de leur canton pour travailler comme maçons, chocolatiers ou vendeurs de marrons. D'autre part, cette pluriactivité a été génératrice de mythes et d'une forte tendance à l'idéalisation: il en va ainsi des horlogers-paysans à domicile dans l'arc jurassien, lesquels ont suscité une iconographique rousseauiste qui n'est pas sans rappeler celle de la Sainte Famille, comme l'écrit plaisamment l'auteure! A l'aide d'une série de reproductions photographiques, elle consacre un passage intéressant à la

représentation artistique du monde ouvrier. Laurence Marti met en outre le doigt sur toute une catégorie de travailleurs parfois négligée par l'historiographie: notamment les ouvriers de la construction, les employé.e.s des palaces, que ce soit en cuisine ou à la buanderie, les cheminots, les conducteurs de tramways ou le personnel des compagnies de navigation lacustres.

La mécanisation en marche

Si l'auteure ne nie absolument pas la pénibilité du travail ouvrier, due à la longue durée de l'activité journalière, à l'effort physique requis et à un environnement souvent malsain et générateur de risques (à l'exemple des enfants des fabriques d'allumettes manipulant le phosphore), elle relève que cette

pénibilité ne diffère guère, au XIX^e siècle, de celle du travail paysan, trop souvent décrit de manière irénique.

Avec les débuts de la mécanisation, qui a lieu d'abord dans la branche textile, on assiste à une fragmentation des métiers. Celle-ci est liée aux classes d'âge, et également genrée, les activités subalternes étant réservées aux enfants et aux femmes.

C'est dans son avant-dernière partie, consacrée à l'émergence d'une sociabilité et d'une culture ouvrières, que l'ouvrage se révèle sans doute le moins porteur d'un regard nouveau et donc original. Il propose cependant une synthèse correcte sur les (rares) loisirs, les lieux de rencontre et sur les différentes formes de résistance ouvrière (destruction des machines,

création de sociétés de secours mutuel, fondation de la société du Grütli, association qui ralliait des artisans puis des ouvriers et qui influença fortement le mouvement ouvrier en Suisse, grèves).

Regard sur la classe ouvrière

On appréciera en revanche l'apport de la sociologue sur «le regard des autres». De nombreux membres des autorités religieuses, médicales et politiques commencent à s'intéresser à la «question ouvrière», qui acquiert ainsi une centralité dans la réflexion sociale. Ce souci de certaines élites, teinté d'un fort paternalisme, n'est cependant pas sans a priori, l'image d'un monde paysan réputé libre, sobre et pieux étant opposée à celle d'un peuple ouvrier associé aux méfaits de l'industrialisation, à la ruine morale et physique. Les efforts pour améliorer la condition ouvrière vont donc de pair avec une forte entreprise de moralisation.

Enfin l'apparition et les progrès d'une réglementation étatique dans le domaine du travail témoignent bien de cette centralité nouvelle de la «question ouvrière». L'auteure en rappelle les étapes. Ces lois sociales ont d'abord concerné les enfants puis les femmes. Laurence Marti en montre cependant les limites. D'abord, l'activité de ces deux catégories dans le cadre agricole n'a jamais suscité la moindre réflexion! Ensuite, il convient de voir les limites de ces réglementations, y compris de la tant vantée loi de 1877 sur les fabriques: celle-ci ne concerne en réalité que 160'000 personnes sur 1,2 million, puisqu'elle exclut les petites entreprises, les travailleurs à domicile et ceux de la construction.

En bref, ce petit livre montre qu'une prise de conscience de la condition ouvrière, tant chez les intéressés eux-mêmes que dans les cercles «bourgeois» a progressivement accompagné la naissance par étapes d'une classe ouvrière (l'auteure récuse le terme de «prolétariat») en Suisse au XIX^e siècle. ■

Pierre Jeanneret

Laurence Marti, *L'émergence du monde ouvrier en Suisse au XIX^e siècle*, Neuchâtel, Editions Livreo-Alphil, 142 p. (Collection Focus)

Un beau projet pédagogique et intergénérationnel

CINÉMA • Yamilé Arsenijevic a réalisé une série de films avec enfants et adultes.

Yamilé Arsenijević-Jaussi est née en 1958. Depuis 1980, elle est maîtresse de classes enfantines (1^e et 2^e Harmos selon la terminologie actuelle), à la Vallée de Joux puis à Aubonne, avant de venir s'installer à Romainmôtier, au pied du Jura vaudois, en 1988. Elle a aussi écrit et monté des spectacles de théâtre.

Depuis 2008, elle a réalisé une série de films, avec le concours technique de son mari Mića. Ceux-ci se veulent une sorte de défense de l'institution publique. Ils espèrent aussi contribuer à réduire le fossé entre les générations. Or ce dernier s'est approfondi, du fait que beaucoup de personnes âgées vivent aujourd'hui en EMS. Même s'ils participent à un même projet, les sujets de ses films, tous tournés avec des enfants, et parfois la présence de leurs parents et grands-parents, voire d'autres personnes du troisième âge, sont différents.

Dans *L'école aux oiseaux* (2010), les gosses de six ans créent des films d'animation, en utilisant la pâte à modeler, le dessin, les découpages. Activité ludique certes, mais aussi formatrice. *Le Bal* a été réalisé en 2008 avec la classe enfantine de Premier, le village voisin. Les enfants ont appris les pas et

figures nécessaires aux danses folkloriques en ligne ou en cercles de diverses origines, ou encore pour la valse. Les fillettes sont vêtues de leurs plus jolies robes. Les enfants dansent en couple devant leurs parents et grands-parents sagement assis et tout émus. Puis adultes et enfants dansent ensemble. Les gosses verbalisent le projet. On n'est pas dans le spontanéisme absolu, ni dans l'esprit de *Libres enfants de Summerhill*, la bible des parents soixante-huitards... Yamilé Arsenijević croit en la nécessité de cadres et de structures permettant aux enfants de s'épanouir. Derrière l'aspect apparemment festif, il y a donc la volonté de l'institutrice de faire passer des apprentissages de vie.

Le titre du film *Comme l'eau vive* (2012) a été emprunté à une chanson bien connue de Guy Béart. Le projet est ambitieux. Parents et grands-parents sont invités à jouer de leur instrument à un bal, ce qui va favoriser des contacts entre personnes qui ne se connaissaient pas. Elles vont ensemble co-construire un orchestre improbable, les plus faibles s'appuyant sur les plus doués. C'est un véritable spectacle qui se prépare sous la conduite, bien présente mais peu dirigeante, de Yamilé. Un gosse s'initie au maniement

de la caméra. D'autres élèves réalisent des décors. Les enfants s'expriment sur le processus, apprenant ainsi à verbaliser leurs expériences et émotions. Du côté des adultes, on assiste à un échange entre cultures différentes, dans un climat de respect mutuel. Et vient le grand moment du bal lui-même, qui clôt cette expérience pédagogique totale. La joie règne. Parents et enfants dansent ensemble. «C'est quelque chose de magique», dit une participante. Quant à l'institutrice, elle s'exprimait ainsi dans une interview à *24 Heures*: «Les enfants ne sont pas du tout impressionnés par la caméra, ils sont naturels car ils ont l'habitude de moi.»

Interpeller la société

Le film le plus émouvant est peut-être *Chronique d'une rencontre* (2013). Les élèves d'une classe enfantine se rendent à l'EMS de Croy, autre village de la région, pour partager le repas de midi avec les résidents et travailler avec eux à des objectifs pédagogiques. Yamilé s'est en effet aperçue que très peu d'enfants vont en visite en EMS. Le premier contact est certes un peu laborieux, des deux côtés. Pas facile pour un enfant

de cinq ans de converser avec un.e aîné.e de nonante ans! Mais peu à peu, au fil des heures, les interlocuteurs «s'approprient». Naît alors, dans la plupart des cas, un véritable contact entre générations. Ce film est très touchant. Mais surtout, il interpelle la société, car il met le doigt sur la ghettoïisation des personnes âgées. Sélectionné au Festival du film d'éducation d'Evreux, il a été diffusé dans toute la France.

Un nouveau film, *Le rouge des mots* (poésie et peinture en lien avec la nature), commence sa carrière de projections publiques et a déjà rencontré quatre cents spectateurs. Il faut saluer l'engagement de cette institutrice dans un projet global qui requiert sans doute peu de moyens financiers, mais une grande disponibilité, beaucoup d'inventivité, une conscience sociale du fossé intergénérationnel, et bien sûr un véritable amour des enfants. ■

Pierre Jeanneret

Les films de Yamilé Arsenijević sont disponibles, en projections ou DVD chez: Air-de-rien, ch. du Pré des Cailles 10, 1323 Romainmôtier
films@air-de-rien.ch et calendrier des projections sur
www.air-de-rien.ch

Des regards sur le monde

CINÉMA • Au milieu des annulations et reports de manifestations culturelles, le Festival Visions du Réel (VdR) offre 130 films en libre accès sur son site. Une précieuse exception sous pandémie mondialisée.

Partir à la rencontre de populations autochtones, les Inuits, les Tchouktches et les Samis parmi d'autres, tel est le dessein des remarquables cinéastes finlandais Johannes et Markku Lehmuskallio pour leur film *Anerca, Breath of Life*. Ces peuples ont dû apprendre à composer avec des frontières et une occupation imposées par l'hégémonie économique et les diktats politiques, sociaux et culturels de colons blancs. De la Russie à l'Alaska en cheminant par la Norvège, la Suède, le Danemark et le Canada. En Alaska sous domination américaine, une voix autochtone des Esquimaux Yupik avance qu'aux origines, les «gens vivaient dans l'obscurité». Puis un oiseau surgit permettant à la lumière d'emplir le monde. C'est ce lien profond aux animaux, à la nature et ses cycles, dont l'oubli participe du génocide pandémique et de l'écocide en cours, qu'explore sous de multiples manifestations ce film mosaïque et choral.

Aux yeux d'Emilie Bujes, directrice du Festival, la réalisation «s'inscrit dans une temporalité longue et un territoire incroyablement étendu». L'opus mêle ainsi films d'archives – danses, chasse à la baleine – séquence en images dessinées animées, filmage de rituels et chants, récits et témoignages. Nous sommes dans la grande tradition du documentaire ethnographique humaniste à dimension expérimentale ou non – Robert Flaherty, Tom Burke, Jean Rouch, Stéphanie Spray et Pacho Valez... Des peuples natifs s'essayent à pérenniser ce qu'ils désignent comme un «souffle vital».

La vie à tout prix

Chronique filmée sur le vif en petite caméra vidéo embarquée subjective d'un naufrage migratoire vécu en Méditerranée, *Purple Sea* (Allemagne) impressionne, bouscule et trouble durablement. Les images suf-



«Becoming Animal» de Peter Mettler et Emma Davis. Coupés de l'intelligence sensible de la nature non humaine, nous cesserions d'exister.

DR

focantes tour à flottantes, immergées et comme prises dans le tambour d'une machine à laver se font le sismographe agité du vécu de l'artiste syrienne Amel Alzakout et de ses compagnons d'infortune dont ne surnagent que des bribes. «J'ai toujours été intéressée par des films donnant la possibilité d'une expérience physique ici éprouvante, kinesthésique au spectateur. Soit réussir à nous sortir de la dimension plane de l'écran, pour nous déplacer corporellement. Voire recréer une expérience favorisant l'éclosion de sentiments et ressentis autres chez le regardeur», souligne Emilie Bujes.

La mer tombeau est d'un bleu vif et profond, l'objectif barbote désespérément en ce jour ensoleillé. Contrastant avec la panique, les pleurs enfentins, les sifflets de détresse, les cris qui feront place à un silence de mort, se déploie en voix off la calme, ouatée et sobre narration de la future survi-

vante à l'existence maintenant suspendue. Aux réflexions existentialistes se mêlent des souvenirs quotidiens d'enfance en compagnie de sa sœur et d'une grenouille croassante. Mais aussi l'incrédulité face aux manifestations populaires réprimées dans le sang par les tirs des snipers syriens, le visa attendu deux ans. On comprend vite que la naufragée filme comme elle respire. Pour résister à ce qui autour d'elle emporte, flotte, panique et submerge les corps rassemblés en grappes. Moins voir, c'est ici mieux percevoir, ressentir, partager, pour une «co-naissance» aussi intime que déboussolante entre regardeur et regardante.

Peter Mettler, le cinéma cosmos

Méditations aux dimensions multiples sur notre monde, enracinées dans l'expérience personnelle, les films du cinéaste canado-suisse Peter Mettler reflètent depuis les années 80,

les visions, la fascination et les interrogations de leurs protagonistes – scientifiques, philosophes, artistes – et du public. En témoigne *Gambling Gods and LSD* primé à VdR en 2002, un trip et maelström sensoriel à nul autre pareil. L'immense artiste convoque le cinéma pour arpenter la perception à la manière d'un carnet de notes conciliées journallement, s'interrogeant doucement de sa voix off sur les êtres qui éprouvent les limites de la vie, de la mort et de l'extase. Le festival nyonnais lui consacre une belle rétrospective à découvrir en ligne. Ou comment cueillir le monde dans sa polyphonie. Quitte à cartographier en survol depuis le ciel les terres parmi les plus polluées de la planète bleue. Ainsi celles de la catastrophique exploitation des sables bitumeux au Canada libérant autant de CO₂ que l'ensemble du parc automobile du pays en une année (*Petropolis...*, 2009).

A l'écoute toujours renouvelée de l'univers, si Peter Mettler avait une forme de double partiel en littérature, ce serait l'écrivain-voyageur-photographe et poète genevois, Nicolas Bouvier. Voire l'auteur écossais Kenneth White. Soit d'inlassables arpenteurs de la Terre évoquée dans sa simplicité première (*Becoming Animal*, 2018). Ou comment la philosophie animiste permet de dégager des pistes face aux crises environnementales et perceptuelles de notre temps. Mettler est un merveilleux sourcier et passeur d'une géopoétique sensible à un monde perçu d'une manière souvent musicale, en ses rythmes, pulsations et correspondances secrètes.

Par des ralentis, accélérés, défilements picturaux de paysages, pierres, matière et éléments fondamentaux, le cinéaste accouche d'une odyssée sensorielle qui fait profondément sens. Il tuile les images à la manière d'un improvisateur de jazz. Seuls subsistent alors dans ce travail filmique épuré, abstrait, associant intimement images et sons, des instants d'intenses présence aux choses. Son cheminement nomade à la fois attentif et nonchalant murmure des histoires, ressentis et sensations. Avec des réflexions tels des haïkus sur l'instant, le temps, l'espace, la mort, le regard porté sur tout ce qui vit. Son cinéma vitaliste dessine ainsi le plus juste antidote aux découragements et impasses, désespérances et renoncements actuels. Il est une invitation subtile et pertinente à l'apprentissage de l'autre – arbre, végétal, eau, feu, air, animal, personne –, le respect de ses différences. ■

Bertrand Tappolet

Visions du réel. Du 17 avril au 2 mai. Films visionnables en ligne sur www.visionsdureel.ch hotline pour problèmes de connexion et informations: 022 365 44 55. Nombre d'internautes limité à 500 par film.

Disparition du cinéaste vaudois Francis Reusser

HOMMAGE • Le cinéaste est l'un des rares qui a su prolonger la veine critique des premiers films romands et lui donner une physionomie n'appartenant qu'à lui.

Décédé à 78 ans, le réalisateur est arrivé un peu plus tard dans le cinéma des «pères» du nouveau cinéma suisse (Tanner, Sauter, Goretta, Roy). Sa carrière a connu plusieurs «époques». Après des études de photographie à l'école de Vevey, il travaille comme opérateur à la TSR et tourne des petits films 16mm inspirés par la Nouvelle Vague française, en proximité avec les cinéastes romands du Groupe 5 (surtout Tanner) et avec l'aide de Milos-Film de Freddy Landry. C'est un cinéma qui correspond à la tendance politique du Godard de *Masculin-Féminin*: refus de la société de consommation, contestation politique, questionnement du rôle des intellectuels – comme les sociologues – envers la classe ouvrière (son sketch de *Quatre d'entre elles*). Autour de 1968, il fait du cinéma militant (il est proche des maoïstes lausannois et réalise des «ciné-tracts» pendant les événements), du cinéma politique (*Vive la mort*, avec Patricia Moraz; *Biladi, une révolution!* avec l'aide de l'OLP au Liban et en Palestine, avec Jean-Pierre Garnier et Armand Dériaz). Il vit alors avec Anne-Marie Miéville et ils s'approchent de Godard au moment où celui-ci achève son expérience du Groupe Dziga Vertov et a tourné *Tout Va Bien*. Godard a quitté Paris et le milieu du cinéma, il vient parfois à la Cinéma-

thèque suisse où Freddy Buache, longtemps son contempteur, l'accueille et l'admire, comme il soutient Reusser et les jeunes cinéastes de sa génération (Yves Yersin, Claude Champion). Anne-Marie Miéville reste avec Godard à Grenoble puis à Rolle où ils entreprennent une série d'expériences de télévision hors-norme.

Autonomie de production

Reusser engage alors une thématique plutôt critique à l'endroit du gauchisme qu'il a traversé et de ce qu'il considère comme une structure autoritaire. C'est *Le Grand Soir* (1976) dont le scénariste est Jacques Baynac (ex-militant devenu anti-«léniniste» et rapidement anti-communiste). Après ce film, il opère un nouveau «tournant» en fondant – avec moi – l'Atelier Cinéma/Video à l'école des Beaux-arts de Genève (HEAD aujourd'hui) en 1975, à l'invitation de Michel Rappo. Le but est de former des «producteurs autonomes» (un concept différent sinon opposé à la formation de type professionnelle telle que l'ECAL avec Yves Yersin la promeut à Lausanne). Une expérience à quatre, *Ecouter/Voir*, avec de petits films signés Tanner, Miéville, Reusser et Loretta Verna, présentés par John Berger, est proposée à la télévision romande sur des supports «non-professionnels»

(U-Matic, un des premiers formats de cassette vidéo à avoir été commercialisé, ndlr) ce qui est une petite révolution. On peut désormais faire des films avec des moyens légers sans équipe et protocoles techniques contraignants et les diffuser sur un grand média. L'atelier crée des liens avec des cinéastes indépendants qui viennent montrer leurs films, échanger avec les étudiants, recruter certains d'entre eux pour leurs tournages (Godard, Tanner, Straub-Huillet, Dwoskin, van der Keuken, Lehman). Le Reusser pédagogue, généreux, aimant le travail collectif et le partage, insuffle une dynamique parmi les étudiants qui incite plus d'un à se lancer dans le cinéma. Sa connaissance des appareils, de la technique, sa curiosité pour les derniers perfectionnements de la vidéo et du son notamment sont à la base de son écriture filmique, souvent à l'origine du geste cinématographique.

Un cinéma d'adaptation

C'est à cette époque qu'à quelques occasions Reusser collaborera à la *Voix ouvrière* avec des pages de texte et de photo inventives. Puis l'homme quitte l'école (1979) pour reprendre son métier de cinéaste. Il réalise *Seuls* qui offre une méditation plus subjective (rapports sentimentaux, enfant) et qui inaugure une préoccu-

pation qui va aller croissante pour le paysage romand, le lac en particulier. Son dernier projet de film à partir des paysages de Hodler, dont la série réalisée au chevet de sa maîtresse le touchait particulièrement, s'inscrit dans cette perspective. Puis dans une période de reflux du sens critique, d'atonie politique et de régression sociale que les appareils idéologiques d'Etat (télévision, écoles, musées, etc.) balisent et ordonnent, il est amené à négocier un nouveau tournant avec une intégration plus poussée à un cinéma d'adaptation (*Derborence*), historique (*La Guerre dans le Haut-Pays, Voltaire et l'affaire Calas*) répondant aux normes de la distribution télévisée et cinéma.

Cinéaste inventif, insolent, provocateur Reusser était plus à son aise dans les formes courtes, les petits formats que dans les «grandes formes» auxquelles il a dû sacrifier (films historiques, reconstitution, adaptation littéraire). Les films «commémoratifs» qu'il a réalisés dans ces dernières années, comme *Les printemps de notre vie*, *La séparation des traces*, retrouvent la vigueur d'antan en parlant de cette époque via les matériaux filmés alors, distillant une certaine «mélancolie de gauche», qui allie lucidité sur les errances passées et désarroi sur le temps présent. ■

François Albera